

Le sénateur Olson: Qu'il soit bien clairement entendu, pour dissiper tout malentendu, que ce programme a déjà existé. Nous avions alors espéré qu'il donne des résultats, comme nous espérons qu'il en donne maintenant, mais qu'on n'aille pas croire que c'est une nouveauté. Le gouvernement a tout simplement ressuscité l'ancien programme.

Je n'ai pas pu m'empêcher de m'étonner en écoutant le ministre. Son discours ressemblait tout à fait à ceux que je prononçais à l'époque, et c'est pourquoi j'espère que le programme donnera des résultats.

L'honorable Allan J. MacEachen (chef de l'opposition): Honorables sénateurs, je regrette d'avoir été retenu brièvement en route pour le Sénat; c'est pourquoi j'ai demandé à mon collègue, le sénateur Frith, de faire quelques observations préliminaires parce qu'il avait entendu toute la déclaration dont j'avais raté le début.

Mais je sais au moins raisonnablement bien l'importance de la déclaration du ministre d'après la documentation qu'il a déjà fait circuler et d'après l'annonce que le premier ministre a faite.

Tout comme mon collègue, je tiens à féliciter le leader du gouvernement au Sénat pour la confiance que le premier ministre a mise en lui, et je me réjouis de voir que le Sénat pourra maintenant mettre encore davantage en relief la question du développement régional, en ce qui concerne les provinces de l'Atlantique. C'est un fait positif qui sera bon pour le programme et bon pour la région.

Je ne sais pas très bien quelle est la conception que le gouvernement du Canada se fait du développement régional. Il était très clair dans le premier exposé budgétaire du ministre des Finances qu'on s'attendait à ce que le secteur privé soit le principal moteur du développement dans les provinces de l'Atlantique et que le secteur public lui soit subordonné dans la politique de développement régional.

De fait, d'après cette théorie, le secteur de l'énergie était censé donner l'impulsion fondamentale au développement de la région de l'Atlantique. Bien entendu, cette attente ne s'est pas réalisée et a mesuré que le gouvernement appliquait sa stratégie d'expansion axée sur le secteur privé, il s'est rendu compte que c'était insuffisant et qu'il était indispensable de maintenir un secteur public important dans les provinces de l'Atlantique.

Il n'y a pas si longtemps encore, quand un débat sur le libre-échange a eu lieu à la Chambre des communes et au Sénat, on a prétendu que les principales perspectives pour la région de l'Atlantique étaient fondées sur un accord de libre-échange avec les États-Unis. J'avais cru à ce moment-là que le gouvernement avait formulé une politique d'expansion fondée sur les négociations pour la conclusion d'un accord sur le libre-échange avec les États-Unis. Mais nous avons maintenant un nouveau programme, une nouvelle impulsion donnée par le gouvernement deux ans et demi après son accession au pouvoir. Nous ne pouvons qu'en déduire que le gouvernement s'est rendu compte, plutôt sur le tard, que ses efforts avaient été inefficaces jusqu'ici ou, pour m'exprimer autrement, n'avaient pas atteint les objectifs qu'il s'était fixés.

Il est facile de comprendre pourquoi le gouvernement a abouti à cette conclusion. L'économie canadienne est sortie de la récession et la croissance économique est raisonnable compte tenu des moyennes nationales, mais chose certaine la

reprise et la croissance sont principalement concentrées en Ontario et jusqu'à un certain point au Québec. La reprise, pour des raisons bien connues, ne s'est pas manifestée dans l'ouest du Canada à cause de la situation agricole, de la politique énergétique et de certains faits dans ce secteur.

Il est évident que la reprise n'a pas du tout atteint les provinces de l'Atlantique. Chez moi, l'économie est encore plus faible que durant la récession. Les statistiques montrent qu'en Nouvelle-Écosse, le taux de chômage était plus élevé en avril dernier que durant la récession. C'est de mauvais augure et, encore, il ne s'agit que de la moyenne provinciale. Si j'ai bonne mémoire, depuis que le Bureau de la statistique a commencé, en 1966, je crois, à réunir des données sur le chômage, le taux pour le mois d'avril n'a jamais été aussi élevé qu'en avril dernier, en Nouvelle-Écosse. Cela illustre la réalité des provinces de l'Atlantique.

Je le mentionne, honorables sénateurs, pour souligner l'urgence de relancer le développement régional. Nous espérons savoir, après l'avoir examiné, si le programme qu'on nous présente pourra atteindre les objectifs qu'on lui a fixés.

En terminant, honorables sénateurs, je me réjouis de la nomination de M. l'ambassadeur McPhail à la tête du nouvel organisme économique des provinces de l'Atlantique. Il comprend très bien l'économie de cette région, et il saura se montrer compréhensif et accueillant dans sa gestion. J'insiste pour dire qu'il s'agit d'une nouvelle étape et d'un défi majeur pour le ministre, étant donné que l'économie de toutes les provinces de l'Atlantique languit et qu'elle a besoin d'un nouveau souffle.

L'honorable L. Norbert Thériault: Honorables sénateurs, je me joins à mes collègues pour féliciter le sénateur Murray, d'abord parce qu'il est des nôtres et, ensuite, parce qu'il connaît bien le Nouveau-Brunswick puisqu'il a été vice-premier ministre de la province.

Comme la majorité des citoyens du Nouveau-Brunswick et tous ceux, sans doute, des provinces de l'Atlantique, nous avons attendu impatiemment l'annonce qui était imminente. S'il est vrai, comme le premier ministre l'a promis, qu'on va débloquer 200 millions de dollars d'argent frais, il y a lieu de se réjouir car, ainsi que le chef de l'opposition vient de le signaler, après trois ans de gouvernement conservateur, ma province et la sienne en ont grandement besoin.

Ce qui m'inquiète et commence à inquiéter plusieurs personnes de ma province c'est que, dans la déclaration, on mentionne que l'organisme aura besoin de 300 personnes. Le leader du gouvernement a déclaré que ces programmes viendraient s'ajouter aux programmes, conjoints et autres, déjà en vigueur dans les provinces de l'Atlantique où le gouvernement fédéral est impliqué. Je dois donc me demander—peut-être le ministre pourrait-il examiner la chose et me répondre un de ces jours—d'où viendront ces 300 personnes? C'est bien gentil de dire que nous aurons tous les mêmes programmes, mais nous savons tous qu'il faut du monde pour les appliquer. Si donc le gouvernement recrute 300 personnes parmi celles qui sont chargées de l'application des divers programmes à l'avantage des provinces de l'Atlantique, nous avons lieu de nous inquiéter.